

ANALYSE

LES MONNAIES CITOYENNES : UNE QUESTION DE TAILLE (1/2)

EN-DESSOUS D'UNE CERTAINE TAILLE, CELA NE SERT À RIEN



Réseau

Financité

Ensemble, changeons la finance



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

Il existe à ce jour 15 monnaies locales citoyennes en circulation en Belgique francophone. Nombreux sont ceux qui se demandent, avant de s'engager, à partir de quand une monnaie citoyenne "fonctionne". Cette analyse vise à comprendre les critères qui pourraient être pris en compte.

En quelques mots :

- Nombre de commerçants partenaires, nombre d'utilisateurs, vitesse de circulation, densité de commerces... les critères de "réussite" sont multiples
- Mais il existe aussi des critères moins objectivables
- Certains objectifs peuvent même entrer en conflit

Mots clés liés à cette analyse : monnaies citoyennes, monnaies alternatives, transition

Introduction aux monnaies citoyennes : une question de taille

Les monnaies locales citoyennes peuvent apporter de nombreux effets positifs. Il s'agit notamment d'un outil permettant de favoriser les circuits courts et, par conséquent, l'emploi local, mais aussi le lien social et la minimisation des impacts environnementaux (via l'évitement de transports sur de longues distances et, le plus souvent, au travers de chartes adoptées par les producteurs qui s'engagent à produire de façon éco-responsable).

C'est en outre un outil qui permet de réduire le pouvoir de monopole et de monopsonie des grandes enseignes (qui peuvent souvent imposer aux producteurs de réduire leurs marges et vendre au prix qu'elles dictent); ainsi que les activités spéculatives ou les investissements dans des entreprises éthiquement douteuses (puisque pour chaque équivalent-euro en monnaie citoyenne en circulation, un euro est retiré du système et, le plus souvent, déposé sur un compte d'épargne auprès d'une banque éthique); voire même la concurrence déloyale (celle d'Amazon pour le libraire du coin, par exemple).

Last but not least, c'est un outil d'émancipation citoyenne, car toute personne tenant en main un de ces petits billets ludiques se pose forcément des questions sur la création monétaire, l'économie en général et ce que tout un chacun peut entreprendre pour faire bouger le système. En temps "normal" comme en tant de crise (voir l'analyse résilience

Les monnaies citoyennes : une question de taille (1/2) En-dessous d'une certaine taille, cela ne sert à rien

des monnaies citoyennes)¹.

La réalisation de ces bénéfiques potentiels peut dépendre de nombreux facteurs, à commencer par la motivation et l'intérêt des différents agents économiques. Et il semble évident que la taille de la monnaie alternative sera un élément déterminant.

Intuitivement, on sent bien que le succès de l'opération est plus probable à partir d'une certaine masse critique : le bouche-à-oreille et donc la visibilité, la crédibilité, les boucles économiques, l'effet sur les petits commerces du centre,... tout ça a un côté boule de neige. Mais peut-on l'objectiver ? Ce sera l'objet de la première analyse consacrée à la taille (minimale) des monnaies citoyennes.

Inversement, certains avancent des arguments tendant à montrer que si ces monnaies alternatives prenaient "trop" d'ampleur, elles pourraient s'avérer injustes et peut-être même n'être pas ce qu'il y a de plus efficace. Sans nullement faire un compte rendu de la thèse de Louis Larue, il est utile de reprendre certains de ces arguments qui ont fait l'objet de discussions au sein du (petit) monde des monnaies citoyennes, car ils ont le mérite d'être originaux, de stimuler la réflexion et, éventuellement, mieux orienter ou affiner l'action politique et citoyenne.

Introduction : en-dessous d'une certaine taille, ça ne sert à rien

Financité accompagne la création de nombreux collectifs désireux de lancer leur monnaie citoyenne et, à chaque séance d'informations sur ce que sont les monnaies citoyennes, la question ne manque jamais d'être posée : à partir de quand est-ce que ça marche ? Nombreuses sont les personnes désireuses de s'engager lors de leurs premiers contacts avec la monnaie, mais qui s'interrogent sur la "valeur" de l'effort éventuel à consentir.

La question est bien posée et on ne peut plus légitime : après tout, si l'on décide de consacrer de nombreuses soirées et week-end à constituer ou gérer une association responsable d'une monnaie locale (ou, pour être précis : de "bons de soutien à l'économie locale"), on souhaite savoir quand on pourra "vraiment" fêter ça ou tout simplement avoir un objectif permettant de mesurer le travail accompli, ou encore à accomplir.

Si Financité encourage le plus souvent une évaluation collective et a posteriori (par opposition à une comparaison avant/après) des progrès accomplis en insistant sur les impacts plus difficilement mesurables, on constate sur le terrain une envie fréquente de

¹ Paternotte V., Les monnaies citoyennes sont-elles porteuses de résilience ?, Financité, avril 2018

“savoir où on va” (avant de s’engager). Que ce souhait soit le reflet d’une société où l’évaluation de la performance est omniprésente et que cette obsession d’évaluation soit elle-même le produit d’un système scolaire où les points et les bulletins soient eux-mêmes quotidiens est un autre débat, mais le fait est que la question de la “réussite” revient régulièrement. Au moins avant la décision de s’engager.

Nous avons donc étudié la question, via des rencontres formelles ou informelles, des discussions et même plusieurs questionnaires envoyés à ces collectifs citoyens ainsi qu’à des commerçants. Il s’avère que la réponse est plurielle. Non seulement car les dimensions qui permettent d’évaluer la taille sont multiples, mais aussi car tout le monde ne met pas forcément le curseur au même endroit. En un mot : on n’a pas tous les mêmes critères ni les mêmes ambitions.

Notons au passage que la question est très peu abordée dans le monde universitaire (qui n’apporte donc pas plus de réponses, empiriques ou théoriques d’ailleurs).

Ce qui justifie d’autant plus la question à laquelle est consacrée la présente analyse : sur base, quels critères et seuils définir la taille à partir de laquelle une monnaie citoyenne peut être qualifiée de “réussite” ?

1. Différentes façons de définir un système “qui marche”

Existence et survie de la monnaie alternative

Certains se fixent un objectif dont il n’est pas si aisé de dire s’il est ambitieux ou non : “que le projet se fasse”. Et qu’il dure, un minimum. Après tout, penser une monnaie, en concevoir les détails techniques, convaincre des bénévoles, des commerçants, en expliquer et réexpliquer avec toujours autant d’entrain les principes et avantages, la lancer, la gérer,... est un travail considérable. Il s’agit donc là d’une première mesure qui a tout son sens : tant qu’il y a des bénévoles pour animer l’ASBL, des commerçants pour accepter la monnaie et des individus assez motivés pour avoir deux types de billets dans leur portefeuille, le système “marche”. Encéphalogramme pas plat : voilà qui est plus ambitieux qu’il n’y paraît.

D’autres indicateurs souvent cités seraient : le nombre de commerçants partenaires du réseau (ceux qui acceptent ladite monnaie locale), le nombre d’utilisateurs (difficile à mesurer sans système de paiement électronique), la vitesse de circulation (idem) ou encore la densité de commerces dans un bassin de vie donné.

Les monnaies citoyennes : une question de taille (1/2) En-dessous d’une certaine taille, cela ne sert à rien

On pourrait aussi partir de “contre-exemples”, comme celui du Totnes Pound, lancé notamment par Rob Hopkins, popularisé dans le film Demain et qui a récemment été abandonné. En effet, ils ont finalement décidé de retirer leur monnaie et ont justifié cette décision arguant que leur société n'est plus une société où l'on paye avec du cash, que leur bassin de vie était trop petit pour expérimenter le système de paiement électronique, mais tout en insistant bien sur le fait que cette monnaie locale aura été une formidable expérience, permettant aux gens de réaliser à quel point le soutien à l'économie locale est essentiel. Notons au passage que si cette dimension pédagogique et de création de lien social reste difficile à mesurer, elle reste un argument essentiel pour nombre de personnes impliquées dans ces collectifs citoyens. L'impact sur la relocalisation de l'économie est également citée, même si difficile à mesurer.

Notons que Rob Hopkins souligne encore l'importance de l'implication des autorités locales (paiement des taxes communales...) comme facteur de succès.

En tout état de cause, s'accorder sur les critères n'implique pas automatiquement de partager les mêmes objectifs en termes de seuils. Pour les uns, rester à 20.000 euros en circulation, une bonne trentaine de commerçants et une présence dans quelques communes sera jugé satisfaisant; pour d'autres cela restera insuffisant car cela ne permettra pas la réorientation des flux financiers vers un monde plus juste et plus durable qu'ils appellent de leurs vœux. Rappelons qu'en Belgique on observe en un an plus d'un milliard de transactions Bancontact, de 45 euros par transaction en moyenne. On pourrait avancer que le petit demi-million d'équivalents-euros en circulation aujourd'hui en Belgique francophone représente une goutte d'eau dans cet océan. Plusieurs publications scientifiques semblent aller dans ce sens.

De la même manière, on s'accorde souvent à dire que des monnaies citoyennes - même d'ampleur modeste - aident à changer les comportements d'achat de leurs utilisateurs. Alors, faut-il avoir un impact sur quelques dizaines, centaines ou milliers de personnes ? Il n'existe évidemment pas de réponse scientifique.

Certains ajoutent à cette notion de survie celle de pérennité du modèle économique et réfléchiront à fixer le niveau des cotisations (membres utilisateurs et prestataires), voire à rechercher d'autres financements (publics notamment et de préférence diversifiés) pour parvenir à un équilibre qui permette de salarier des personnes pour gérer l'ASBL et sa monnaie.

2. Croissance et dynamisme

Les monnaies citoyennes : une question de taille (1/2) En-dessous d'une certaine taille, cela ne sert à rien

On vient de le dire, survivre c'est déjà "marcher". Tant que l'électrocardiogramme n'est pas plat... Pour l'étape suivante, certains pourraient souhaiter une croissance ou une densification du système (même si tout le monde ne partage évidemment pas ce souhait). La mesure ne poserait pas trop de problème et rien n'interdirait a priori de se fixer des objectifs quantitatifs en termes de nombre de communes où la monnaie est présente, de nombre de comptoirs de change, de volume en circulation, de diversité de commerces ou fournisseurs de services,...

Et pour y arriver, on peut compter sur l'engagement citoyen des utilisateurs et prestataires, mais aussi sur ces incitants plus "classiques". Après tout, figurer sur la liste des prestataires d'une monnaie locale constitue un moyen de se rendre plus visible et de fidéliser des clients assez efficace et peu onéreux. L'engagement citoyen peut parfaitement se doubler d'un intérêt bien compris.

Comme pointé par Rob Hopkins, arrive un moment où le soutien ou le relais des pouvoirs publics devient précieux. Une fois que la monnaie est lancée et utilisée par les "early adopters" (les plus convaincus), il est bienvenu de pouvoir compter sur l'administration locale qui, en acceptant le paiement de certaines taxes et l'attribution de commandes publiques en monnaie locale, peut véritablement faire passer le projet à la vitesse supérieure. Cela n'a pas été le cas à Totnes, contrairement à Bristol.

Ce soutien joue à trois niveaux d'une importance capitale : une augmentation du volume en circulation, une certaine crédibilité et la fermeture de boucles économiques (le commerçant qui accumule trop de monnaie locale par rapport à ce qu'il peut dépenser auprès de ses fournisseurs peut toujours s'acquitter de ses taxes, ce qui en fait, en un sens et de facto, une monnaie ayant cours légal).

3. Taille critique

Dans cette logique de croissance, on peut penser qu'il existe une masse critique à partir de laquelle on observerait un effet boule de neige ou en-dessous de laquelle le système serait condamné à s'éteindre. Financité, avec le Cermi (ULB) a développé un modèle qui fonctionne, mais qui n'est pas encore en mesure de dire "à partir de 200 prestataires et 100.000 en circulation c'est champagne".

4. Atteinte des objectifs plus généraux contenus dans la charte

Les monnaies citoyennes : une question de taille (1/2) En-dessous d'une certaine taille, cela ne sert à rien

Une quatrième façon de répondre serait de dire qu'une monnaie "qui marche" atteint les objectifs contenus dans sa charte. Certes, ces chartes sont rédigées de façon assez générale, mais ne contiennent pas moins des objectifs. Ainsi, quand le Talent (monnaie locale du centre du Brabant wallon), par exemple, déclare vouloir proposer "un outil au service d'un système économique qui promeut les valeurs de solidarité, d'écologie, de durabilité et de citoyenneté", ils sont en mesure d'évaluer; de façon qualitative et participative au sein du collectif, le chemin parcouru au regard de cette charte.

Le renforcement des circuits courts, la relocalisation de l'économie, la limitation de la spéculation ou encore le renforcement de l'économie réelle ou la réduction des impacts négatifs sur l'environnement et la (re)constitution de liens sociaux (y compris économiques) : tous ces objectifs peuvent faire l'objet d'une évaluation, a posteriori qualitative et participative si tel est le souhait. Notons que certains objectifs sont souvent relatifs au fonctionnement de l'ASBL elle-même : la gouvernance participative, la transparence, la volonté de travailler en s'amusant. Là aussi, même si on est dans du qualitatif, des enquêtes peuvent fort bien permettre d'attester de la réalisation de ces objectifs.

5. Cohérence entre objectifs sur papier et réalité du terrain

On pourrait à ce stade parler d'une cinquième piste pour mesurer le succès d'une monnaie : la cohérence. L'équilibre maintenu entre la volonté d'avoir un système dynamique d'une part et le respect de la Charte de l'autre. Car il peut y avoir un conflit entre ces deux objectifs et nombreux sont les collectifs qui débattent régulièrement du bon équilibre à préserver. Faut-il par exemple accepter dans le réseau une chaîne de magasins ou de restaurants qui, certes, proposerait des produits bio, mais qui n'en serait pas moins une chaîne, avec tout ce que cela implique en termes de logique de développement et de position dominante par rapports aux petits producteurs ou autres magasins ou restaurants indépendants ?

6. Réalisation des rêves les plus fous

Notons que lors de nos ateliers et en réponse à nos questionnaires, nous avons eu des réponses que l'on pourrait qualifier de plus ambitieuses, allant jusqu'à souhaiter que l'on soit capable de tout acheter (y compris chaussures ou vélo) en monnaies citoyennes, qu'on ne doive même plus se poser la question d'où écouler sa monnaie citoyenne, tellement les partenaires seraient nombreux, bien répartis, visibles, ...

Les monnaies citoyennes : une question de taille (1/2) En-dessous d'une certaine taille, cela ne sert à rien

Enfin, on pourrait ajouter un rêve plus insaisissable encore : celui de lancer une monnaie qui pourrait être activée en cas de crise monétaire, que l'on se place dans un scénario d'hyperinflation, comme c'est le cas aujourd'hui encore au Venezuela, ou d'une limitation drastique des retraits, comme en Grèce, assez récemment. L'enjeu serait alors essentiellement de créer une confiance et une gouvernance permettant une montée en puissance rapide pour prendre le relais (local) de la monnaie officielle fragilisée.

Conclusion

On le voit : les réponses sont très variables. Et c'est bien normal. A la fois parce que les citoyens impliqués dans ces projets ne partagent pas nécessairement les critères et seuils de réussite du projet et parce que ces critères de réussite ne sont pas forcément compatibles (croissance du système et respect de la charte, par exemple, peuvent s'opposer quand il s'agit d'accepter ou non tel commerçant.e dans le réseau).

Plus fondamentalement encore, parce que les effets (papillons ?) de toutes les actions et activités de ces collectifs citoyens sont par nature infinis et indéfinis. Fondamentalement, s'engager dans la création et la gestion d'une monnaie citoyenne implique de se familiariser et de faire vivre un ensemble de pratiques (politiques, économiques, sociales, culturelles,...) en rupture avec la logique dominante. Nul n'est en mesure de déterminer par avance quels effets auront ces nouvelles pratiques. Sans parler de la "preuve" que ces changements sont bien attribuables à la monnaie en question.

Il n'est donc pas étonnant que s'il est fréquent d'entendre des gens poser la question des critères de réussite avant de se lancer, ils sont moins nombreux à se la poser une fois engagés. Sans doute parce qu'eux-mêmes vivent le potentiel de transformation sociale que représentent les monnaies citoyennes et parce qu'ils conçoivent bien qu'une évaluation d'impact totalement "rigoureuse et précise" reste inatteignable (ou que point n'est besoin d'espérer pour entreprendre ?).

Valéry Paternotte

Novembre 2019

Si vous le souhaitez, vous pouvez nous contacter pour organiser avec votre groupe ou organisation une animation autour d'une ou plusieurs de ces analyses.

Cette analyse s'intègre dans une des 3 thématiques traitées par le Réseau Financité, à savoir :

Finance et société : *Cette thématique s'intéresse à la finance comme moyen pour atteindre des objectifs d'intérêt général plutôt que la satisfaction d'intérêts particuliers et notamment rencontrer ainsi les défis sociaux et environnementaux de l'heure.*

Finance et individu : *Cette thématique analyse la manière dont la finance peut atteindre l'objectif d'assurer à chacun, par l'intermédiaire de prestataires « classiques », l'accès et l'utilisation de services et produits financiers adaptés à ses besoins pour mener une vie sociale normale dans la société à laquelle il appartient.*

Finance et proximité : *Cette thématique se penche sur la finance comme moyen de favoriser la création de réseaux d'échanges locaux, de resserrer les liens entre producteurs et consommateurs et de soutenir financièrement les initiatives au niveau local.*

Depuis 1987, des associations, des citoyens et des acteurs sociaux se rassemblent au sein du Réseau Financité pour développer et promouvoir la finance responsable et solidaire. Le Réseau Financité est reconnu par la Communauté française pour son travail d'éducation permanente.